



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - RS

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société
FORGITAL DEMBIERMONT pour son établissement
situé à HAUTMONT**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I,II et V ;

Vu l'article L171-8 du Code de l'Environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à Mme. Violaine DEMARET, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) effectuée le 24 janvier 2018 au sein de l'établissement SATHERM à REQUIGNIES ;

Vu le rapport RP/V2.2018.028 du 24 janvier 2018 de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) ;

Vu la lettre de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) RP/V2.2018.032 du 24 janvier 2018 adressée à la société FORGITAL-DEMBIERMONT, productrice des déchets en transit au sein de la société SATHERM à REQUIGNIES ;

Vu la lettre en réponse de la société FORGITAL-DEMBIERMONT reçue par l'inspection de l'environnement le 27 février 2018 ;

Vu le rapport du 27 novembre 2018 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant suite à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 24 janvier 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

« L'inspection a pu constater que le stockage de big-bag évoqué par le plaignant dans son courrier du 4 janvier 2018 était toujours présent sur le site.

L'exploitant a déclaré qu'il s'agissait de déchets d'isolants qui avaient été récupérés chez le client, à savoir l'entreprise DEMBIERMONT à HAUTMONT (59330), après une opération de maintenance des fours. Monsieur DEBRENNE, Directeur Technique et Commercial de la SAS SATHERM, a indiqué que son entreprise intervenait beaucoup sur des installations fabriquées par elle-même.

Lors d'interventions de maintenance d'équipements thermiques, la société SATHERM se charge de l'élimination des déchets produits. En l'occurrence, les déchets en cause étaient restés au sein de l'entreprise DEMBIERMONT en attente d'enlèvement et d'élimination programmés par la société SATHERM avec l'éliminateur final. Cependant, le stockage de déchets n'a pas été effectué dans des conditions optimales et s'est chargé d'humidité. Afin de ne pas augmenter la facture d'élimination des déchets très hydrophobes (le devis d'élimination a quintuplé, passant de 12000 € à environ 60000 €), Monsieur DEBRENNE a décidé de les rapatrier dans son bâtiment à Recquignies, à l'abri de l'humidité, afin que ceux-ci perdent une bonne partie de l'eau qu'ils contiennent et deviennent moins pondéreux. Ceux-ci sont présents dans l'enceinte de la société SATHERM depuis environ 6 mois.

Monsieur DEBRENNE a expliqué à l'inspection que, bien que ces déchets soient stockés dans des big-bag réservés à la collecte de déchets amiantés, il ne s'agissait pas de déchets amiantés. Il utilise ces emballages (double enveloppe), qui offrent une garantie d'étanchéité par rapport aux big-bag traditionnels (simple enveloppe) en raison du caractère irritant des déchets en cause. Le personnel utilise d'ailleurs des EPI offrant des garanties sanitaires pour le personnel (gants, masques, combinaisons).

Deux types de produits sont utilisés par la société SATHERM pour l'isolation des fours : le superwool 607 Blanket et le Technoblok.

Les fiches de données de sécurité des produits concernés ont été examinées lors de l'inspection (cf annexe I) :

- le superwool 607 Blanket est constitué de nappes de laine d'isolation haute température ; c'est un produit hydrosoluble qui ne présente pas de danger particulier ;*
- le technoblok est, par contre, plus dangereux, puisqu'il est classé toxique, irritant et cancérigène de catégorie 2 (R38 et R49)*

Or, le stockage présent dans l'atelier (une quarantaine de big-bag, soit environ 6 tonnes) est constitué uniquement de déchets de technoblok.

Cette activité relève de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées et est soumise à autorisation préfectorale. Or, Monsieur DEBRENNE a indiqué qu'il ne disposait d'aucune autorisation, ni même déclaration préfectorale pour effectuer cette activité dans son établissement. »

Considérant que la société FORGITAL-DEMBIERMONT, dans sa lettre reçue par l'inspection le 27 février 2018, reconnaît avoir confié des déchets dangereux (17 06 03*) à la société SATHERM et sollicité le renouvellement du Certificat d'Acceptation Préalable de déchets relevant du code 17 06 03* valide jusqu'au 21/02/2019 afin de pouvoir éliminer les déchets en cause dans le cas où la société SATHERM ne répondrait pas aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 mars 2018 imposant soit la régularisation des activités de transit de déchets dangereux soit l'élimination dans une installation autorisée pour ce faire au titre des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai maximum de 3 mois ;

Considérant que les déchets dangereux en cause sont toujours présents dans l'enceinte de la SAS SATHERM à RECQUIGNIES, mise en liquidation judiciaire le 9 avril 2018 par décision du Tribunal de Commerce de Valenciennes ;

Considérant que l'article L. 541-2 du code de l'environnement prévoit que :

*« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.
Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.
Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »*

Considérant que la société FORGITAL-DEMBIERMONT a confié des déchets dangereux à la société SATHERM qui ne disposait pas de l'autorisation requise pour les prendre en charge et qu'elle n'a jamais réclamé à la société SATHERM les Bordereaux d'élimination des déchets en cause attestant de leur élimination ou valorisation conforme aux dispositions du code de l'environnement,

Considérant que la société FORGITAL-DEMBIERMONT reste responsable de la gestion des déchets en cause conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement susvisé, et que ceux-ci doivent être évacués au plus vite du lieu non autorisé sur lequel ils sont actuellement entreposés,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société FORGITAL-DEMBIERMONT, dont le siège social se situe 4 rue Jules Campagne – BP 10089 Hautmont – 59618 MAUBEUGE CEDEX, est mise en demeure de procéder à l'enlèvement et l'élimination des déchets dangereux stockés actuellement dans l'enceinte de la SAS SATHERM, sise 24 bis rue Georges Herbecq à RECQUIGNIES (59245), dans le délai d'un mois.

Le transport des déchets vers le centre d'élimination finale doit être effectué dans les conditions qui s'imposent pour un tel chargement et, notamment, conformément aux règles édictées par le transport des matières dangereuses (ADR).

L'élimination des déchets en cause ne peut se faire que dans un établissement dûment autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les justificatifs de la bonne élimination des déchets en cause (Bordereau d'Elimination des Déchets) doivent être adressés à l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées – dans un délai maximum de 4 mois.

Les délais ci-dessus courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 - Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet d'Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- aux maires de HAUTMONT et RECQUIGNIES ,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de HAUTMONT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le

20 DEC. 2018

Pour le préfet,
La Secrétaire Générale

Violaine DEMARET

